



# **L'émergence d'un marché du livre d'histoire à Marseille (1800-1870)**

Jean-Charles Geslot

## **► To cite this version:**

Jean-Charles Geslot. L'émergence d'un marché du livre d'histoire à Marseille (1800-1870). *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, 2021. <hal-03835234>

**HAL Id: hal-03835234**

**<https://hal.science/hal-03835234v1>**

Submitted on 7 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## L'émergence d'un marché du livre d'histoire à Marseille (1800-1870)

Jean-Charles Geslot

En octobre 1869, dans son journal *Le Petit Marseillais*, l'imprimeur et éditeur Toussaint Samat annonce le lancement d'une *Histoire populaire et anecdotique de Marseille et de la Provence*, due à un collaborateur du quotidien, Théodore Henry, et publiée en livraisons de 10 centimes<sup>1</sup>. Dans un message introductif, il insiste sur « l'utilité » que lui semble présenter l'ouvrage, lequel est là pour « combler une lacune<sup>2</sup> ». Pourtant, la bibliothèque municipale de Marseille n'en conserve aujourd'hui que les deux premières livraisons, et la Bibliothèque nationale (désormais BnF) seulement la première. La publication ne figure pas dans les colonnes de la *Bibliographie de la France*, qui annonce théoriquement tout ce qui paraît dans le pays – dans la mesure où cela a été déclaré<sup>3</sup>. Comme nombre d'entreprises commerciales et éditoriales de ce genre, si nombreuses au XIX<sup>e</sup> siècle, cette publication ne semble pas avoir rencontré son public, et s'être rapidement arrêtée.

Or, qu'un imprimeur et éditeur aussi important que Toussaint Samat, puissant propriétaire du *Petit Marseillais*, échoue à lancer sur le marché une publication consacrée au passé régional et destinée au grand public, interroge. Cet échec renvoie immédiatement à deux clichés très répandus sur Marseille, qui ne garderait que peu de traces de son passé, et dont la population goûterait peu la lecture. Ces deux éléments permettraient d'expliquer facilement l'échec de l'entreprise lancée par Toussaint Samat. On ne saurait cependant s'en contenter. Une analyse approfondie des structures éditoriales de la Cité phocéenne, comme de son rapport à l'histoire – et notamment à la sienne – tendraient plutôt à prouver qu'en cette fin des années 1860 cette publication aurait pu rencontrer son public, et que le pari de l'imprimeur n'était pas sans fondement.

Il s'inscrit en effet dans un contexte d'essor progressif du marché du livre d'histoire, thème encore peu étudié par l'historiographie. Si à Paris, le genre est à la mode, comme le prouvent de grands succès frisant le phénomène du « best-seller » et le développement de collections spécifiques<sup>4</sup>, la chose semble moins évidente dans les centres départementaux de diffusion du livre. Les études systématiques manquent pour le vérifier, sauf à compiler les rares études culturelles régionales et les monographies de maisons d'édition provinciales. La concurrence de la librairie parisienne oppose on le sait un frein certain au développement de l'édition dans le reste de la France. Le cas de Marseille en est un bon exemple, où en dépit de l'existence d'une offre et d'une demande réelles d'histoire, et d'un volume croissant et de plus en plus diversifié d'ouvrages dans ce domaine, un véritable marché semble peiner à se mettre en place avant le dernier tiers du siècle. Pour comprendre ces difficultés, il est nécessaire d'analyser le rapport à l'histoire de la population marseillaise, ainsi que les structures éditoriales de la ville et son rapport au livre et à la lecture, avant de décrypter les publications

---

<sup>1</sup> *Le Petit Marseillais*, 17 oct. 1869.

<sup>2</sup> [Henry (T.)], *Histoire populaire et anecdotique de Marseille et de la Provence*, Marseille, T. Samat, 1869, 12 p.

<sup>3</sup> Ajoutons que la notice consacrée à Henry dans le dictionnaire de Vapereau ne fait pas mention de cette publication. Cf. Vapereau (G.), *Dictionnaire universel des contemporains*, [Paris], s.n.é., 1893, p. 781.

<sup>4</sup> Éléments généraux sur l'édition d'histoire au XIX<sup>e</sup> siècle dans : Parinet (É.), *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2004, p. 63-66 ; Amalvi (C.), dir., *Les Lieux de l'histoire*, Paris, A. Colin, 2005, p. 198-215 ; Gaussen (D.), *L'invention de l'histoire nationale en France. 1789-1848*, Marseille, Éd. Gaussen, 2015, p. 65-75 ; Den Boer (P.), *Une histoire des historiens français*, Paris, Vendémiaire, 2015, p. 11-33 ; pour des exemples d'ouvrages historiques à succès : Richard (N.), *La Vie de Jésus de Renan. La fabrique d'un best-seller*, Rennes, PUR, 2015, 315 p. et Geslot (J.-C.), « Un inestimable succès : l'*Histoire de France* d'Henri Martin et ses publics », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 60, 2020, p. 239-255 ; pour un exemple de collection historique, l'« Histoire universelle » : Geslot (J.-C.), *Victor Duruy. Historien et ministre (1811-1894)*, Villeneuve d'Ascq, PU du Septentrion, 2009, p. 116-122.

historiques qui y paraissent, pour mieux comprendre à quoi ressemblait ce marché dans les deux premiers tiers du siècle.

## 1. Marseille et l'histoire

### *Un temps de revalorisation de l'histoire marseillaise*

C'est un élément parmi d'autres de la légende noire qui entoure Marseille au XIX<sup>e</sup> siècle (et encore aujourd'hui<sup>5</sup>) : elle serait, pour reprendre le mot fameux de Joseph Méry, une « ville antique qui n'a rien d'antique<sup>6</sup> ». Le constat est déjà fait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'est encore régulièrement tout au long du suivant<sup>7</sup>. « Pas un monument, pas une église », se lamente en 1841 un Parisien, Cuvillier-Fleury. « Il ne reste pas, à proprement parler, d'antiquités à Marseille », écrit en écho le *Grand Dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> siècle* trente ans plus tard. Comme le rappelait par ailleurs récemment Xavier Lafon, lorsqu'il s'agit de lancer les premières missions de photographie systématique du territoire national, Marseille est laissée de côté en raison de l'absence de monuments intéressants<sup>8</sup>.

Les Marseillais eux-mêmes le reconnaissent, et cette situation semble particulièrement sensible aux érudits locaux du milieu du Second Empire, comme Casimir Bousquet, Marius Chaumelin ou Augustin Fabre, qui cherchent à comprendre les raisons d'un tel désavantage<sup>9</sup>. Tous pointent des responsabilités extérieures à la ville elle-même, accusant les guerres, les invasions et les pillages dont elle fut victime dans son histoire. Et clament qu'il s'agit désormais de doter Marseille de monuments et d'institutions susceptibles, non seulement de lui permettre de rayonner et d'attirer, mais aussi de mettre en valeur son passé et sa culture. Reprenant à leur compte l'idée d'une ville bien trop exclusivement tournée vers les affaires et le commerce, nombre de ces érudits insistent sur la nécessité d'ajouter à la prospérité économique le rayonnement « culturel » de la ville. Ainsi Pierre Boudeville, résumant une opinion largement partagée, écrit-il à la fin des années 1860 : « Marseille a la noble ambition de se croire la Reine de la Méditerranée ; pour que cela soit, aucun fleuron ne doit manquer à sa couronne, et il lui faut régner par l'art et la science, aussi bien que par le commerce et la richesse<sup>10</sup>. »

Érudits, historiens et archéologues locaux se mobilisent donc pour redécouvrir et valoriser le passé de leur ville, voire pour en conserver les traces. En matière de production historiographique, Marseille pourrait sembler pâtir au XIX<sup>e</sup> siècle d'un certain retard par rapport à ses voisines provençales Aix et Arles : c'est dans la première qu'est créée en 1846 une chaire d'histoire<sup>11</sup>, et les sociétés savantes apparaissent de façon plus précoce dans ces deux villes<sup>12</sup>. C'est cependant à

---

<sup>5</sup> Lafon (X.), « Marseille, une cité antique sans mémoire ? », *La Pensée de midi*, 2000/3, n° 3, p. 90-96.

<sup>6</sup> Méry (J.), *Marseille et les Marseillais*, Paris, Librairie nouvelle, 1860, p. 24.

<sup>7</sup> Guiral (P.), Amargier (P.), *Histoire de Marseille*, Paris, Mazarine, 1983, p. 11-12.

<sup>8</sup> Lafon, *op. cit.*

<sup>9</sup> Bousquet (C.), « Archéologie marseillaise. Églises, chapelles et monastères qui ont été démolis ou qui ont changé de destination. Depuis 1789 jusqu'à nos jours. », *Revue de Marseille et de Provence*, vol. 5, nov. 1859, p. 509 ; Chaumelin (M.), *Marseille. Coup d'œil sur les mœurs, les coutumes, le commerce, l'industrie, la littérature et les arts*, Marseille, Camoin frères, 1861, p. 3-4 ; Dassy (L.-T.), « L'archéologie marseillaise », *Revue de Marseille et de Provence*, vol. 9, déc. 1863, p. 581 ; Fabre (A.), « Examen de cette question : pourquoi la ville de Marseille n'a-t-elle pas de monuments ? », dans *Les Rues de Marseille*, vol. 1, 1868, p. 65-76 ; Méry, *Marseille...*, *op. cit.*, p. 274 ; Verne (H.), « D'un palais des arts comprenant un musée historique de Marseille », *Revue de Marseille et de Provence*, vol. 5, 1859, p. 269-286 ;

<sup>10</sup> Boudeville (P.), « Les nouveaux musées de Marseille », *Revue de Marseille et de Provence*, vol. 16, janv. 1870, p. 58.

<sup>11</sup> Bertrand (R.), « Un siècle d'enseignement de l'histoire de la Provence dans les universités d'Aix-Marseille », *Provence historique*, fasc. 195-196, 1999, p. 106.

<sup>12</sup> Chaline (J.-P.), *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, CTHS, 1998, p. 97.

Marseille qu'elles sont les plus nombreuses : on en dénombre neuf à la fin des années 1850<sup>13</sup>, dont deux où l'activité historique est particulièrement importante, l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts et la Société de statistique. La *Revue de Marseille* est par ailleurs un vecteur majeur de publicité des travaux menés par les archéologues, les « antiquaires » et les érudits membres de ces sociétés<sup>14</sup>. Tout ceci participe autant d'une redécouverte de l'histoire locale que d'une renaissance de l'identité régionale. En la matière, un premier moment clé semble être les années 1820, moment où, sous l'impulsion du préfet Villeneuve-Bargemon, est publiée la *Statistique des Bouches-du-Rhône* (1821-1829), dont la dimension ethnographique et historique est évidente<sup>15</sup>, tandis qu'émerge la vogue du roman historique provençal médiévalisant qui va durer jusqu'aux années 1860<sup>16</sup>. Ces éléments nouveaux ont joué un rôle évident dans l'évolution des consciences.

La campagne d'embellissements lancée sous le Second Empire<sup>17</sup> constitue une nouvelle étape dans le rapport de la ville à son passé ; elle semble satisfaire les hérauts locaux du rayonnement culturel de la cité. « Marseille a définitivement triomphé de la réputation d'indifférence pour les arts qui jusqu'à ce jour avait pesé sur elle », se félicite ainsi F. Meynier en 1870<sup>18</sup>. Rendant à la cité délaissée sa fierté, elle lui permet de valoriser son passé. Le programme monumental supervisé par le préfet Maupas intègre une dimension historique qui en fait aussi une véritable politique symbolique. Deux exemples l'illustrent bien. À l'étage supérieur de la grande salle du tout nouveau Palais de la Bourse, « dix bas-reliefs allégoriques » viennent célébrer « les principaux faits légendaires, politiques, commerciaux, guerriers, diplomatiques, dans lesquels l'histoire de Marseille vient glorieusement se résumer<sup>19</sup> », depuis la fondation de la ville jusqu'aux guerres de Crimée et d'Italie, en passant par les Croisades ou la conquête de l'Algérie. D'autres part, sur les façades de la nouvelle préfecture, on installe dix statues encore visibles de personnages ayant joué un rôle dans l'histoire administrative et juridique de Marseille et de la Provence, de l'empereur Constantin et du roi René à Barbaroux et Portalis. Ces grands travaux entraînent également de vastes campagnes de recherches archéologiques, notamment sur les sites de la construction de la nouvelle Major, du creusement du bassin du Carénage ou encore du percement de la rue Impériale<sup>20</sup>. Cette dernière opération suscite d'ailleurs une attention particulière à la ville ancienne en voie de disparition, et un souci d'en conserver trace par la littérature ou la photographie<sup>21</sup>.

L'histoire est ainsi à l'honneur dans la politique menée par les édiles de la cité. En témoignent pour finir les grands événements collectifs, ces fêtes de charité organisées dans la ville et qui portent une programmation mettant en valeur son passé, avec défilés de personnages en costumes et vastes reconstitutions d'événements : départ depuis Marseille pour la Croisade (1858), entrées dans la ville

---

<sup>13</sup> Chaumelin (M.), *Annuaire historique de Marseille pour 1857. Première année*, Marseille, Arnaud et Cie, 1857, p. 351-354 ; Vial Marie-Paule (dir.), *Marseille au XIX<sup>e</sup> : rêves et triomphes*, Paris/Marseille, RMN/Musée de Marseille, 1991, p. 329.

<sup>14</sup> Chaumelin, *Marseille ...*, op. cit., p. 43-45.

<sup>15</sup> Gasnault (F.) et alii dir., *Récits de fête en Provence au XIX<sup>e</sup> siècle. Le préfet statisticien et les maires ethnographes*, Milan, Silvana Editoriale Spa, 2010, p. 13 sq. et 34.

<sup>16</sup> Verdon (L.), « Le rôle du roman historique à sujet médiéval dans la formation d'une identité provençale au XIX<sup>e</sup> siècle », *Provence historique*, fasc. 164, 1991, p. 151-162.

<sup>17</sup> Témine (É.), *Histoire de Marseille de la Révolution à nos jours*, Marseille, Éd. J. Laffitte, 2012, p. 126-132.

<sup>18</sup> Meynier (F.), « L'art à Marseille », *Revue de Marseille et de Provence*, vol. 16, sept. 1870, p. 452.

<sup>19</sup> Coste (P.), « Palais de la Bourse de Marseille », *Revue de Marseille et de Provence*, vol. 20, juin 1874, p. 42.

<sup>20</sup> Aubert (M.), « Les fouilles archéologiques à Marseille au XIX<sup>e</sup> siècle, à travers les grands projets d'urbanisme », *Provence historique*, fasc. 172, 1993.

<sup>21</sup> Montel (L.), « Les vieux quartiers de Marseille au XIX<sup>e</sup> siècle. Naissance des bas-fonds », *Histoire urbaine*, 2013/1, n° 36, p. 52-58.

du pape Urbain V (1865) et de François Ier (1868)<sup>22</sup>. Une tradition est lancée, qui culminera avec les fêtes du 25<sup>e</sup> centenaire de la fondation de Marseille organisées en octobre 1899<sup>23</sup>.

### *Traces d'un goût pour l'histoire dans la population marseillaise*

Ainsi, en dépit de ce qu'on peut penser de la faiblesse des traces du passé à Marseille, l'intérêt pour l'histoire y existe bel et bien au XIX<sup>e</sup> siècle, et ce même au-delà des cercles restreints de l'érudition. Le succès populaire remporté en février 1858 par les cortèges et spectacles historiques sur les Croisades organisés à l'hippodrome à l'occasion des fêtes de charité en témoignent. « On n'évalue pas à moins de six à sept mille le chiffre des personnes qui ont pu y pénétrer », peut-on lire dans *Le Sémaphore de Marseille*, qui ajoute que « Malgré les vastes proportions de cette enceinte, tout le monde n'a pu trouver place » et que « Les abords de l'Hippodrome étaient aussi couverts de population<sup>24</sup>. » Cette impression de débordement, de marée humaine, reflète sûrement un intérêt de la population pour cet événement, partagé d'ailleurs par des représentants des différentes couches sociales. Le même journal évoquait en effet trois jours plus tôt les « billets d'un prix inférieur » dont étaient munis une partie des spectateurs venus assister, place Saint-Ferréol, à l'arrivée du cortège costumé parti de l'Hôtel-de-Ville<sup>25</sup>. Difficile d'estimer exactement le nombre de spectateurs, leur appartenance sociale, et de faire la part des choses, dans leur venue, entre l'intérêt pour l'histoire, l'attrait du spectaculaire ou la simple curiosité. Mais le succès apparent de la fête montre en tout cas qu'au-delà du seul milieu strictement élitiste de la ville, la population a accès à l'histoire et semble s'y intéresser.

Difficile aussi de savoir si les livres d'histoire proposés dans les bibliothèques publiques étaient beaucoup empruntés, mais au moins leur présence révèle-t-elle, *a minima*, l'intérêt des notables organisateurs de ces bibliothèques pour ce thème et leur volonté de mettre les ouvrages d'histoire à disposition du public. Dans les bibliothèques populaires mises en place par la ville à la fin des années 1860<sup>26</sup>, les ouvrages considérés comme historiques, incluant les biographies (et parfois quelques ouvrages de géographie, mais dans une proportion très faible) représentent au moins 15% du catalogue, et jusqu'aux deux cinquièmes, ce qui situe Marseille dans la fourchette haute de la place attribuée à l'histoire dans les bibliothèques populaires, qui tourne généralement entre 6 et 25% des collections (tableau 1)<sup>27</sup>. Au sein de la bibliothèque municipale, cette proportion est particulièrement importante, et visiblement traditionnelle : dès 1818, le bibliothécaire jugeait en effet que la collection d'histoire était « une des plus complètes » du fonds, bien que « dépourvue d'un grand nombre d'ouvrages précieux que l'on devrait s'attendre à y rencontrer<sup>28</sup> ». Ce qui satisfaisait la demande d'un

---

<sup>22</sup> *Programme explicatif et notice historique sur la sujet exécuté pendant les Fêtes de Charité de 1858*, Marseille, Clappier, 1858, 14 p. ; *Entrée solennelle du pape Urbain V à Marseille, en 1365. Programme de la fête*, Marseille, Boy, 1865, 79 p. ; *Entrée de François Ier à Marseille en 1533*, Marseille, Olive, 1868, 16 p.

<sup>23</sup> Morel-Deledalle (M.), « Du mythe à la recherche, les célébrations du vingt-cinquième centenaire de la fondation de Marseille », in *Marseille grecque, la cité phocéenne (600-49 av. J.-C.)*, Paris, Errance, 1999.

<sup>24</sup> « Chronique locale », *Le Sémaphore de Marseille*, 17 févr. 1858.

<sup>25</sup> *Ibid.*, 14 févr. 1858.

<sup>26</sup> Archives municipales de Marseille (désormais AM-M) : catalogues de ces bibliothèques dans 52R03 et 53R06 (Saint-Sépulcre) ; 53R02 (Belle-de-Mai) ; 53R03 (Lodi) ; 53R04 (Saint-Lambert) ; 53R01 (Questionnaire sur le fonctionnement de la bibliothèque de la ville, 20 juin 1892).

<sup>27</sup> Geslot (J.-C.), « Des savoirs historiques pour le peuple ? Diffusion et lecture des livres d'histoire dans les bibliothèques populaires (1860-1914) », communication au 143<sup>e</sup> congrès national des sociétés historiques et scientifiques, *La Transmission des savoirs*, Paris, avr. 2018.

<sup>28</sup> AM-M : 52R01 (« Rapport sur l'état actuel de la Bibliothèque de la Ville de Marseille [...] », 14 sept. 1818).

lectorat prompt à y venir demander « la date des faits historiques » ou à « écrire des notes littéraires ou historiques<sup>29</sup> ».

Tableau 1. Part des ouvrages d'histoire dans les collections de quelques bibliothèques publiques marseillaises au XIX<sup>e</sup> siècle.

Bibliothèque	Année	Titres en histoire sur nombre total	Volumes d'histoire sur nombre total
École de la rue du Saint-Sépulcre	s.d.	33 sur 101 = 33%	58 sur 134 = 43%
École de la Belle-de-Mai	s.d.	10 sur 64 = 15%	n.c.
École de la rue de Lodi	1867	50 sur 330 = 15%	76 sur 431 = 18%
École de la rue Saint-Lambert	1869	n.c.	101 sur 397 = 25%
Bibliothèque municipale	1892	n.c.	40 000 sur 99 000 = 40%

Les lecteurs de la bibliothèque municipale dans les années 1810 et les organisateurs des bibliothèques populaires cinquante ans plus tard relèvent du même groupe social : celui des élites de la ville, groupe au sein duquel l'intérêt pour l'histoire est le plus facile à identifier. Les travaux sur la bourgeoisie marseillaise l'ont bien montré : il n'est qu'à citer le docteur Clot-Bey, qui possède une riche collection d'objets égyptiens amassée durant sa carrière sur les bords du Nil, le comte Demandoix-Dedons qui possède plusieurs sculptures médiévales parmi sa collection de tableaux primitifs et d'art provençal, ou bien les Grobet-Labadié, qui collectionnent eux aussi les meubles, bibelots et autres traces du passé<sup>30</sup>.

Plus bas dans l'échelle sociale, les traces de ce goût pour l'histoire sont plus difficiles à trouver faute de sources, mais elles existent. Au début du siècle, c'est dans la lecture de *La Jérusalem délivrée*, épique évocation de la première Croisade, que Victor Gélou, fils de boulanger, se forge les premiers éléments d'une culture historique<sup>31</sup>. À peu près au même moment, à en croire Grégoire Lemoine, la chanson joue le même rôle, comme en témoigne le cas d'Agricol Perdiguier, qui apprend de cette façon les ordres d'architecture classique<sup>32</sup>. Plus tard dans le siècle, en 1849-1850, le Comité de l'Athénée populaire propose des cours du soir sur différentes disciplines, parmi lesquelles l'histoire de la Provence<sup>33</sup>. Et Lucien Gaillard nous rappelle que les ouvriers marseillais sont loin d'être hostiles aux lectures historiques, encouragés en cela par *Le Petit Marseillais*, qui prescrit les lectures et met les ouvrages à disposition dans ses dépôts<sup>34</sup>. Ainsi le livre est-il bien considéré, à Marseille comme ailleurs, comme un vecteur majeur de l'édification d'une culture historique. Reste à savoir si le marché des publications historiques avait les moyens de se développer et de jouer le rôle qui lui était attribué.

## 2. Marseille et le livre

### *Le lecteur marseillais : une mauvaise réputation*

<sup>29</sup> AM-M : 52R01 (« Observations du bibliothécaire de la ville [...] », 15 mars 1817.

<sup>30</sup> Vial, *op. cit.*, p. 329 et 339. Sur Clot-Bey : Argémi (B.), *Clot-Bey. Un médecin français à la cour du Pacha d'Égypte*, Marseille, Gaussen, 2018, p. 230-236.

<sup>31</sup> Gélou (V.), *Marseille au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1971, p. 99-100.

<sup>32</sup> Lemoine (G.), *Le Peuple et l'histoire. Circulations, appropriations et usages des savoirs historiques dans les milieux populaires en France de 1815 à 1835*, thèse de doctorat, dir. Belhoste (B.), Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne, 2015, p. 291 et 307.

<sup>33</sup> AM-M : 50R11 (Lettre des représentants du Comité de l'Athénée populaire au maire de Marseille, 26 mai 1850).

<sup>34</sup> Gaillard (L.), *La Vie quotidienne des ouvriers provençaux au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1981, p. 190-192.

Le fait est suffisamment connu : Marseille pâtit, au XIX<sup>e</sup> siècle, d'une autre mauvaise réputation, largement entretenue elle aussi par une partie de l'intelligentsia parisienne, qui reproche à sa population son manque de goût et son absence d'intérêt pour les choses de l'esprit<sup>35</sup>. De George Sand à Hippolyte Taine, en passant par Edmond About ou les frères Goncourt, plusieurs auteurs reproduisent à l'envi ce cliché d'une ville matérialiste et mercantile uniquement préoccupée des affaires et entraînée par une élite soucieuse uniquement de son enrichissement. Son rapport au livre et à la lecture est particulièrement visé, de Stendhal écrivant que « l'action la plus ridicule aux yeux d'un Marseillais riche est celle d'ouvrir un livre », à Edmond About qui parle des Marseillais comme de « petits mangeurs de livres ».

L'idée là encore n'est pas seulement colportée par les Parisiens : les habitants de la Cité phocéenne eux-mêmes répètent tout au long du siècle un certain nombre de lieux communs. Ainsi, si la bibliophilie existe, elle n'a pas empêché la dispersion, dans des conditions honteuses, des grandes collections marseillaises de livres amassées depuis le XVI<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup> ; les Marseillais de toute façon ne s'intéressent qu'à leurs affaires : lorsqu'ils lisent, c'est surtout la presse, et encore, uniquement les informations touchant le commerce<sup>37</sup> ; du côté des ouvriers, il n'y aurait que trois passions, « la pêche, la musique et le jeu de boules<sup>38</sup> » ; dès lors, impossible de se faire publier à Marseille, ou en tout cas d'y rencontrer le succès, car le public ne sera pas au rendez-vous<sup>39</sup>. On note toutefois une évolution : dans les années 1860, c'est moins l'absence de lecture que la mauvaise qualité de ce qu'on lit qui est visé. « Ce qu'il y a de bien incontestable, écrit ainsi Marius Chaumelin, c'est qu'en général on ne lit pas à Marseille, ou du moins, qu'on ne lit aucun des livres qui sont propres à élever l'intelligence, à purifier le cœur<sup>40</sup> ». La critique est suffisamment banale alors pour laisser penser que le lecteur marseillais n'est guère différent de celui des autres villes : il aime à lire des ouvrages divertissants, et c'est surtout de cela que se lamentent les prescripteurs de lectures édifiantes.

Ce lieu commun d'une indifférence marseillaise au livre et à la lecture a été régulièrement repris, jusqu'à certains historiens récents de la ville<sup>41</sup>. Il est cependant en décalage avec les mutations culturelles qui y ont cours durant le siècle. Marseille connaît en effet durant cette période une croissance du nombre de lecteurs potentiels, avec une progression de l'alphabétisation permise par le développement de la scolarisation<sup>42</sup>. Le nombre d'enfants fréquentant l'école double sous la monarchie de Juillet, et augmente encore de 154% pour les filles et de 112% pour les garçons entre 1848 et 1870. L'alphabétisation, difficile à évaluer, a cependant tout l'air de progresser elle aussi : la proportion d'illettrés parmi les conscrits était de deux tiers sous Napoléon, mais tombe à 15% à la fin du règne de son neveu, soit bien moins que la moyenne nationale.

Le lectorat existe donc réellement, mais il ne semble il est vrai guère passionné par l'imprimé. Le jeune Victor Gély peut bien ressentir dès ses plus jeunes années « le prurit de la lecture » et se plonger avec délice dans la littérature (Ann Radcliffe, Le Tasse, Defoe...) : son père boulanger, de son

---

<sup>35</sup> Sur cette question : Vial, *Marseille au XIX<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 327-372.

<sup>36</sup> Crozet (Laurent de), « Quelques mots sur les bibliothèques marseillaises », *Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille*, t. XXVIII, 1866, p. 192-201.

<sup>37</sup> L. V., « De la littérature à Marseille », *Le Spectateur marseillais. Recueil littéraire*, t. II, n° 3, Marseille, Achard, 1824, p. 52-57.

<sup>38</sup> Méry, *Marseille...*, *op. cit.*, p. 73-74.

<sup>39</sup> De Flotte (G.), *Essai sur l'état de la littérature à Marseille depuis le 17<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours*, Paris, Audin, 1836, p. 268.

<sup>40</sup> Chaumelin, *Marseille...*, *op. cit.*, p. 31-32.

<sup>41</sup> Guiral, *op. cit.*, p. 252.

<sup>42</sup> Échinard (P.), « L'École au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Deux siècles d'école à Marseille, Marseille. La revue culturelle de la ville de Marseille*, n° 210, p. 7-17.

côté, ne lit qu'une presse médiocre<sup>43</sup> – mais au moins lisait-il. À l'autre bout du siècle, en 1882, la bibliothèque populaire de Menpenti peut se vanter de ses 290 lecteurs inscrits : elle dépare dans le paysage des institutions de lecture, puisqu'on ne trouve pas autant d'amateurs inscrits dans les institutions équivalentes de la Belle-de-Mai (70 lecteurs inscrits), du Panier (75), des Catalans (95), des Chartreux (97)<sup>44</sup> – et rien ne dit que ces lecteurs inscrits lisent tous régulièrement et véritablement. Ces bibliothèques, du reste, sont peu nombreuses, et de création tardive pour notre étude, puisqu'elles n'ont été créées par la municipalité qu'entre 1866 et 1873<sup>45</sup>, au moment même où ce genre d'institutions prend son essor dans toute la France<sup>46</sup>. Quelques initiatives ponctuelles avaient précédé, mais qui ne semblent pas avoir beaucoup duré.

Difficile donc d'évaluer la part prise dans le développement de la lecture par ces initiatives. En tout cas les dernières années du Second Empire pourraient, comme ailleurs en France, constituer un moment charnière. « Tous les libraires constatent que depuis plusieurs années les ouvrages instructifs, ceux surtout qui se publient par livraisons, ont plus de débit dans le peuple que dans la classe bourgeoise », écrit ainsi la *Gazette du Midi* en septembre 1871<sup>47</sup>. Mais jusque-là, il ne semble pas y avoir eu d'emballlement pour le livre et la lecture à Marseille, ce que semble venir confirmer la statistique.

#### *Producteurs et production de livres : un essor à nuancer*

La démographie des libraires et imprimeurs, tout d'abord, tendrait à montrer la relative faiblesse de l'activité éditoriale à Marseille, en comparaison d'autres capitales de province. Cette faiblesse pourrait d'ailleurs être considérée comme structurelle : le *Répertoire d'imprimeurs/libraires* établi par la BnF recense ainsi, pour la période allant du XV<sup>e</sup> siècle au premier tiers du XIX<sup>e</sup>, 36 noms dans la Cité phocéenne (tableau 2)<sup>48</sup>. Ce qui la place à peu près au même niveau que Nantes et Chartres, pourtant bien moins peuplées, et loin derrière les grands centres d'imprimerie de l'Est, du Nord-Est et de Normandie, mais aussi derrière les capitales méridionales du livre que sont Toulouse, Avignon et Bordeaux, et même derrière sa rivale provençale, Aix-en-Provence. Traditionnellement donc, Marseille n'occupe guère qu'une place secondaire dans le réseau des capitales du livre. Cette situation perdure au XIX<sup>e</sup> siècle, comme le montre le sous-équipement de la ville en lieux de diffusion des imprimés. Ainsi vers 1850, on trouve un libraire pour 2 à 3 000 habitants à Lyon, Lille, Rennes ou Bordeaux, et un pour 5 ou 6 000 à Rouen, Nantes, Montpellier ; à Marseille, seule grande métropole retardataire, on n'en compte qu'environ un pour 8 000<sup>49</sup>.

---

<sup>43</sup> Gélu, *Marseille...*, *op. cit.*, p.55 et 99 sq.

<sup>44</sup> Archives départementales des Bouches-du-Rhône (désormais AD13) : 1T108 (rapports sur les cinq bibliothèques populaires communales, 1882).

<sup>45</sup> AD13 : 1T108 (Lettre du maire de Marseille au préfet des Bouches-du-Rhône, 3 avril 1882).

<sup>46</sup> Varry (D.) dir., *Histoire des bibliothèques françaises*. T. III : *Les bibliothèques de la Révolution et du XIX<sup>e</sup> siècle : 1789-1914*, Paris, Cercle de la Librairie-Promodis, 2009, p. 685-686.

<sup>47</sup> Cité par Gaillard, *La Vie quotidienne...*, *op. cit.*, p. 191.

<sup>48</sup> Mellot (J.-D.) et alii, *Répertoire d'imprimeurs/libraires (vers 1470 – vers 1830)*, Paris, BnF éditions, 2019, 1663 p.

<sup>49</sup> Sorel (P.), Leblanc (F.) dir., *Histoire de la librairie française*, Paris, Cercle de la librairie, 2008, p. 100-114.



Tableau 2. Nombre de professionnels du livre recensés dans les principales villes de France par le Répertoire d'imprimeurs/libraires entre les années 1470 et les années 1830

Est et Nord-Est		Ouest		Nord et Bassin parisien		Suds	
Lyon	512	Rouen	348			Toulouse	114
Strasbourg	115					Avignon	86
		Caen	71			Bordeaux	79
Troyes	67	Rennes	57	Orléans	66		
Nancy	52	Tours	48	Lille	52		
Metz	47	Angers	44				
Dijon	46	Poitiers	43			Aix-en-Prov.	42
Besançon	43			Douai	41		
Grenoble	40	Nantes	37	Chartres	38	Marseille	36
						Montpellier	32

L'évolution du nombre de professionnels témoigne cependant d'une forme de rattrapage (tableau 3). Si le nombre d'imprimeurs stagne autour d'une douzaine jusqu'à la fin du Second Empire, c'est lié au *numerus clausus* imposé par la législation napoléonienne. Mais alors que dans d'autres villes, on assiste à un mouvement de création de nouveaux brevets, afin de répondre à l'augmentation de la demande, à Marseille ni les autorités, ni le milieu des imprimeurs, ne semblent ressentir un besoin particulier en la matière. Ce que confirment d'ailleurs régulièrement les rapports officiels : en 1831 comme en 1851, on relève que les imprimeurs brevetés ne trouvent pas tous de quoi faire tourner leurs presses<sup>50</sup>. Aussi maintient-on leur nombre toujours au même niveau, et il faudra attendre les années 1870 pour le voir prendre un réel essor. Ce qui tendrait à confirmer que le milieu des imprimeurs témoigne, ici comme ailleurs, d'un certain malthusianisme, faisant pression pour limiter la création de nouveaux brevets et donc l'apparition de concurrents – levier sur lequel la libéralisation de 1870 ne leur permet plus d'agir. La stagnation du nombre d'imprimeurs est donc trompeuse, surtout quand on voit la dynamique du nombre des lithographes et des relieurs, autres producteurs d'imprimés. Quant aux professionnels de la diffusion, libraires notamment, leur nombre triple entre les deux empires, ce qui reflète sûrement une croissance de la demande d'ouvrages. Parmi ces professionnels, pour la plupart généralistes, un seul semble donner une orientation plus historique à son activité, le libraire et bouquiniste Jean-Valentin Boy, breveté en 1852 à la tête de la « Librairie ancienne et provençale »<sup>51</sup>.

Tableau 3. Évolution du nombre de professionnels du livre à Marseille, 1812-1882 (sondages décennaux)

<sup>50</sup> AD13 : 2T5 (Lettre du maire de Marseille au préfet du département des Bouches-du-Rhône, 16 juil. 1831 ; « Statistique des Imprimeries en lettres dans la commune de Marseille, à la date du 10 février 1851 »).

<sup>51</sup> Geslot (J.-Ch.) dir., *Dictionnaire des éditeurs français du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, BnF éditions, à paraître.

(a)	Libraires et assimilés (b)	Imprimeurs (c)	Lithographes	Relieurs
1812	18 (14+3+1)	17	-	7
1822	10 (8+2+0) 15 (8+7+np)	13 ; 14	1 (1827)	6
1832	20 ? (13+np+7)	11 1831 : 15 br., 11 ac.	8 (1837)	9
1842	15 ?	12	14 / 8	12
1852	30 (22+8)	9 1851 : 16 br., 11 ac.	28	14
1862	31 (27+4) ~30/35	11	42 ~50	23
1872	37 (31+6)	16	48	21
1882	49 (40+9)	33	59	25

(a) En romain : chiffres issus des sources imprimées (*Guide marseillais*, 1812 ; *Almanach historique et commercial de Marseille et du département...*, 1822 et 1832 ; [Nouvel] *Indicateur marseillais*, 1842-1882). En italique : données établies par les autorités (AD13, 2T5 : « État nominatif des Imprimeurs, Libraires, Propriétaires de Cabinets littéraires, Libraires étalagistes et Bouquinistes de la Ville de Marseille », s.d. [1822] ; « État des Imprimeurs en lettres, en Lithographie, et Libraires existant à Marseille au mois de Mars 1827 » ; Lettre du maire au préfet, 16 juil. 1831 ; « Statistique des Imprimeries en lettres dans la commune de Marseille, à la date du 10 février 1851 » ; « Statistique des Établissements de Librairie dans la commune de Marseille à la date du 10 Février 1851 » ; États semestriels des imprimeurs, typographes, lithographes et libraires du département des Bouches-du-Rhône, 1859-1866).

(b) Les chiffres additionnent les professionnels recensés par l'*Indicateur marseillais* dans les rubriques « libraires », « libraires-bouquinistes » (absente en 1842) et « cabinets littéraires » ; à partir de 1842, la source regroupe en une seule rubrique « libraires et cabinets littéraires ».

(c) br. = imprimeurs brevetés ; ac. = imprimeurs en activité (certains brevets étant inexploités).

La production d'ouvrages, deuxième élément, est difficile à évaluer. En ce domaine aussi Marseille peut sembler déclassée dans la hiérarchie des villes. La statistique du nombre de livres déclarés à la *Bibliographie de la France* le montre bien : en 1820, la Cité phocéenne représente 7% des déclarations hors Paris (1,3% en prenant en compte la production parisienne) ; en 1840, c'est seulement 2% (0,54% pour toute la France). Ces sondages ponctuels ont bien sûr leurs limites mais le niveau des chiffres obtenus montre la faible part de la Cité phocéenne dans l'imprimerie de province, loin derrière Lyon (14 et 13%). On peut, pour compléter ces données, interroger les registres de déclarations d'imprimeurs, mais leurs lacunes ne permettent de constituer que deux séries à peu près cohérentes, sur deux périodes quinquennales (tableau 4)<sup>52</sup>. Entre les années 1820 et les années 1860, on constate une augmentation de l'activité : le nombre de publications enregistrées connaît un quasi-quadruplement, ce coefficient se situant à un niveau légèrement supérieur à celui du nombre de professionnels du livre. Alors que ne paraissait dans les années 1820 qu'une publication par semaine à peu près, on en est à plus de quatre à la fin du règne de Napoléon III. Le volume total de la production,

<sup>52</sup> Les chiffres sont calculés à partir des registres conservés aux AD13 : 2T9 (1810-1824) ; 2T11 (1854-1867). Pour les autres années, les registres sont incomplets ou lacunaires. Un sondage effectué, pour les années 1840, dans les registres de la sous-série F/18 des Archives nationales a montré que les chiffres de tirage n'y figuraient pas.

en nombre d'exemplaires fabriqués (ou tout au moins déclarés), augmente légèrement moins vite, mais on se situe à nouveau dans les proportions d'un triplement.

Tableau 4. Évolution de la production imprimée non-périodique à Marseille des années 1820 aux années 1860.

	1820-1824	1863-1867
Nombre de déclarations enregistrées	290	1 093
Nombre mensuel moyen de publications	4,8	18,2
Tirage total	202 008	713 172
Tirage moyen tous ouvrages	753	655
Tirage médian tous ouvrages	500	500

Il faut néanmoins ramener tous ces rythmes de croissance à leur juste valeur : la population de Marseille passe entre 1800 et 1870 de 100 à 300 000 habitants environ. On voit donc que le nombre des professionnels du livre comme le volume de la production n'a fait que suivre, en triplant, l'évolution démographique globale, sans emballement statistique qui aurait pu témoigner d'un engouement particulier pour les produits de l'industrie du livre.

#### *La dynamique de l'économie du livre en question*

Concernant, enfin, la valeur économique de cette production, nous disposons, en l'absence d'autres sources, d'un mémoire soumis en 1866 à la Société de statistique de Marseille par Louis Camoin, lui-même libraire et historien<sup>53</sup> – un travail qui n'a semble-t-il jamais été édité, mais que l'on connaît par la présentation qu'en fit Louis Blancard aux membres de la société<sup>54</sup>. Il y donne des chiffres intéressants, sans qu'on sache cependant leur origine, et qu'il s'agira donc d'utiliser avec précaution. Camoin affirme ainsi : « sous l'Empire, 8 libraires font environ 300 000 fr. d'affaires, aujourd'hui [en 1866] 28 libraires vendent pour 1 600 000 francs ». Il estime par ailleurs qu'en 1810, l'imprimerie représentait 30 000 F de chiffre d'affaires, et qu'on en est à 1,6 ou 1,8 million au milieu des années 1860. Ces chiffres montreraient donc que l'augmentation en valeur de l'activité d'imprimerie et de librairie serait sans commune mesure avec l'évolution du nombre de professionnels et même de la production.

Cependant, toujours d'après lui, l'empire colonial et l'étranger (« Orient, Grèce, Italie, Espagne ») constituent une part non-négligeable des débouchés de l'industrie marseillaise de l'imprimé, laquelle d'ailleurs est loin de s'occuper uniquement de livres. Louis Blancard le confirme : « on se fait difficilement une idée du nombre de circulaires, de journaux, de prix-courants commerciaux, qui sont expédiés de Marseille dans toutes les colonies », écrit-il<sup>55</sup>. Remarques intéressantes, qui tendent à faire passer l'idée qu'une grande partie du surcroît d'activité est surtout dû à la production d'imprimés commerciaux et travaux de ville, en partie destinés à l'exportation. Elle ne serait donc pas là pour alimenter une quelconque demande locale de lecture. Blancard fustige d'ailleurs lui aussi le lectorat marseillais : « Que penser d'une ville où la part de chaque habitant est, au bout de l'an, de cinq à six francs pour achats de livres ou de journaux », demande-t-il<sup>56</sup> ? Camoin préfère accuser l'immigration issue d'Italie et des départements agricoles du Sud-Est, qui constitue,

<sup>53</sup> Geslot, *Dictionnaire...*, *op. cit.*

<sup>54</sup> Blancard (L.), « Note sur le travail remis à la Société de Statistique de Marseille par M. Louis Camoin, intitulé De la librairie à Marseille pendant cent ans », *Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille*, t. XXIX, fasc. 2 (III<sup>e</sup> partie), 1866, p. 6-8.

<sup>55</sup> « Séance du 5 janv. 1865 », *ibid.*, p. 23.

<sup>56</sup> Blancard, *op. cit.*, p. 8.

dit-il, l'essentiel de l'augmentation démographique, et amène en ville une population peu portée à la lecture ; il pointe aussi du doigt la médiocrité des libraires marseillais, qu'un Marius Chaumelin se plaît également à souligner<sup>57</sup>.

Il est évident qu'une partie de la production marseillaise de livres n'est pas destinée au public local. Il ne faut pas avoir du marché du livre marseillais l'image d'un monde en vase clos. Ce qui implique d'avoir aussi à l'idée que la production marseillaise n'est pas seule pour satisfaire la demande du public de la ville : les libraires s'approvisionnent aussi chez les éditeurs parisiens et pour évaluer l'ampleur de l'offre, il faudrait aussi pouvoir analyser leurs catalogues. En tout état de cause, les insuffisances des milieux du livre marseillais sont sûrement d'autant plus réelles qu'elles ont permis à leurs concurrents parisiens d'investir un marché local qu'eux-mêmes n'ont su ni conquérir, ni susciter. De façon significative, c'est par des libraires-éditeurs parisiens que sont publiés *l'Histoire de Provence* de Louis Méry (1830-1837), *l'Histoire de Marseille* d'Amédée Boudin (1852), et même le *Précis de l'histoire de Provence* de Joseph-Charles Terrin (1836), pourtant explicitement destiné « à l'usage de l'enseignement public dans les quatre départements formés par l'ancienne Provence ». Ainsi, écrivant sur Marseille ou sur la Provence, pour des publics essentiellement marseillais ou provençaux, certains auteurs locaux préfèrent se tourner vers la capitale. Le marché du livre d'histoire à Marseille est alors aussi parisien. La ville n'en développe pas moins une production dans ce domaine dont on peut tenter d'apprécier l'ampleur et les caractéristiques.

### **3. Radioscopie du marché marseillais des publications historiques**

#### *Un marché hétéroclite et en essor*

La consultation croisée du catalogue en ligne de la BnF et de celui de la bibliothèque de Marseille, complétée par des sondages dans les registres du Dépôt légal, a permis, sur la base des titres des publications enregistrées, d'établir un corpus de 495 publications à caractère historique, imprimées et/ou éditées à Marseille entre 1800 et 1870<sup>58</sup>. S'il est à peu près sûr que ce corpus est lacunaire, cet échantillon massif d'un demi-millier le rend néanmoins largement significatif. Afin de ne pas prendre le risque de laisser de côté certains ouvrages, et de considérer toute publication offrant aux lecteurs un discours sur le passé susceptible d'influencer sa culture historique, ont été prises en compte toutes celles, de quelque nature que ce soit<sup>59</sup>, présentant, dans leur titre et/ou leur contenu, par leur approche ou leur propos, une dimension significativement importante d'évocation du passé, plus ou moins récent et plus ou moins formalisé par un cadrage chronologique précis. L'analyse de ce corpus montre d'évidentes dynamiques, en termes de types de publications, de thématiques abordées et d'évolution de l'offre.

La typologie des publications (fig. 1) donne un spectre assez large, allant d'une démarche résolument historiographique à une invocation de l'histoire à des fins autres, idéologiques ou littéraires par exemple. La catégorie des monographies regroupe tant les ouvrages d'histoire générale que les articles d'érudition précis. Sa domination statistique témoigne du dynamisme de l'activité savante, tout comme les éditions de sources anciennes, et la publication de certains ouvrages à caractère utilitaire, mis au service des savants (11 catalogues d'archives, bibliothèques ou musées, 8 dictionnaires, 3 chronologies, 2 généalogies...). La nature réelle des publications biographiques est plus

---

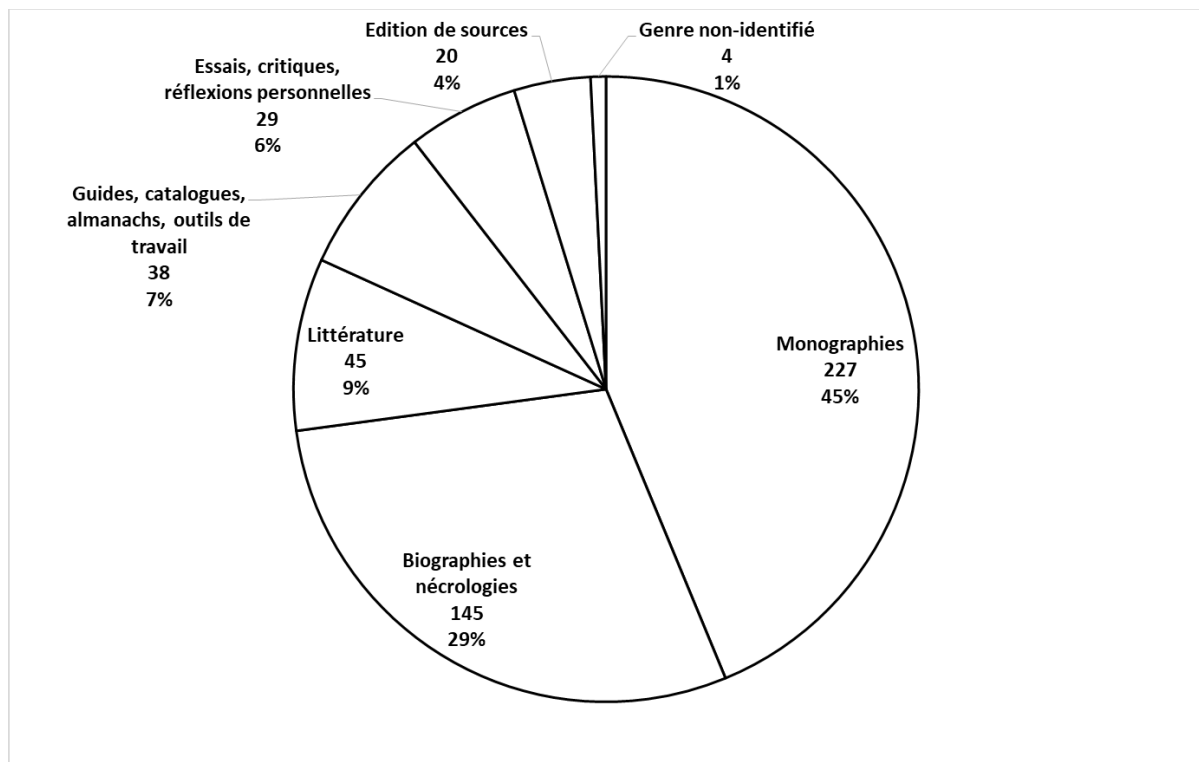
<sup>57</sup> Chaumelin, *Coup d'œil...*, op. cit., p. 33.

<sup>58</sup> Liste consultable en ligne : Geslot (J.-C.), « Catalogue des publications à caractère historique éditées à Marseille entre 1800 et 1870 », *Histoire et cultures au XIX<sup>e</sup> siècle*, mis en ligne le 17 janv. 2021, URL : <https://hisculture19.hypotheses.org/2046>.

<sup>59</sup> Ont été exclus, en raison des spécificités méthodologiques qu'ils présentaient, les chansons, les gravures et les périodiques, ainsi que les ouvrages en provençal (peu nombreux), langue non-maîtrisée par l'auteur.

diffuse ; l'importance de cette catégorie s'explique en effet par la prise en compte de tous les textes relevant de ce domaine, y compris les notices nécrologiques et éloges funèbres de personnages mineurs du XIX<sup>e</sup> siècle, publiés peu de temps après leur décès (soit 85 publications), ainsi que les éloges de personnages historiques plus anciens, autant d'ouvrages qui retracent des parcours biographiques plus ou moins complets mais dont la scientificité n'est pas évidente. Il en va de même pour les publications, relativement peu nombreuses, relevant de l'essai ou de la critique, certaines participant au débat historiographique en réagissant à d'autres publications, sous forme notamment de « réponses » (la limite avec le caractère monographique est ici ténue et sûrement contestable), d'autres se contentant d'invoquer l'histoire pour défendre tel ou tel positionnement idéologique ou philosophique – citons par exemple des textes d'Honoré Bondilh : *Les Inquisiteurs devant l'histoire. Lettre de Pilate aux francs-maçons* (1862) ou *Louis XVI et Coligny. Deux pages d'histoire 1793-1872, réponse à la presse légitimiste* (1865). Quant à la littérature (18 pièces de théâtre, 15 textes poétiques, 12 romans et nouvelles historiques), elle peut sembler sous-représentée, ce qui est sûrement lié au fait que, comme pour les essais, de nombreux titres n'indiquent pas explicitement leur dimension historique, et ont donc échappé au recensement.

Figure 1. Composition par genres du corpus de publications historiques parues à Marseille de 1800 à 1870.



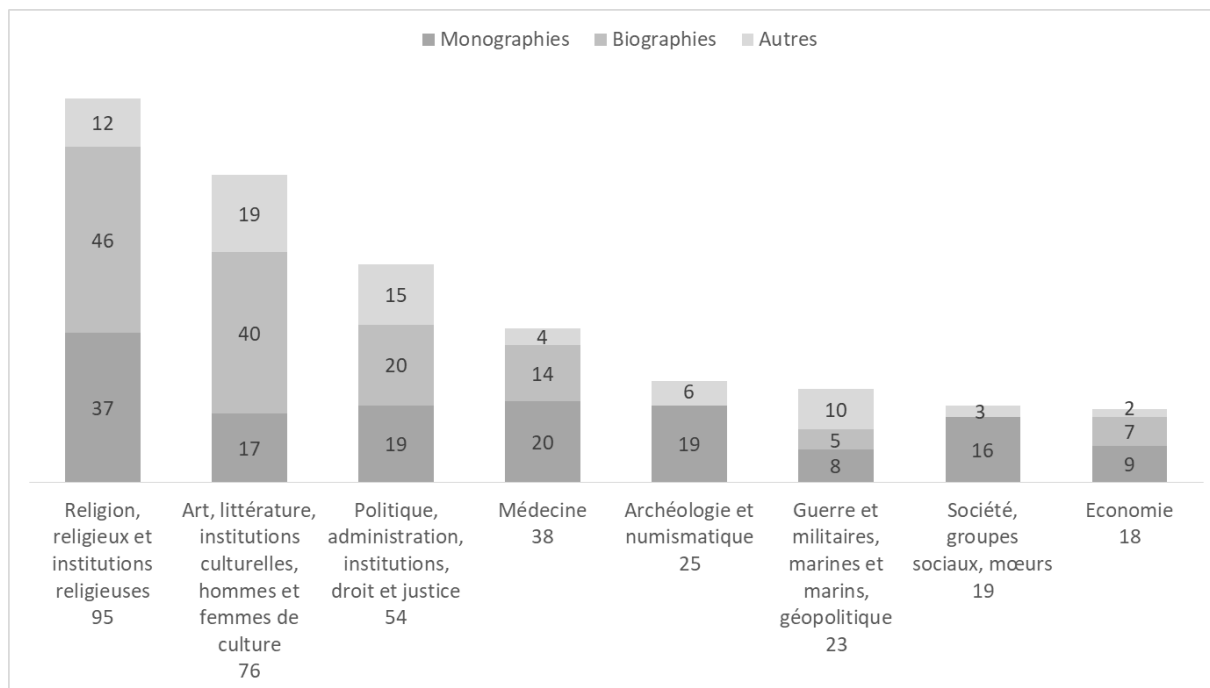
Cette diversité de l'offre d'histoire se retrouve dans les thématiques abordées (fig. 2). On note quelques lignes fortes, parmi les 372 ouvrages qui peuvent être associés à un ou plusieurs domaines précis. L'histoire religieuse est le thème le plus couru par les auteurs : une publication sur cinq en relève ; Marseille, en la matière, ne dépare pas dans l'édition française, où le domaine religieux occupe pendant tout le siècle une place non-négligeable, jusqu'à 20% des publications certaines années<sup>60</sup>, même si l'histoire religieuse elle-même connaît une tendance globale à la baisse<sup>61</sup>. La « culture », au

<sup>60</sup> Parinet, *op. cit.*, p. 50.

<sup>61</sup> Den Boer, *op. cit.*, p. 23-25.

sens large (arts, sciences, etc.) intéresse aussi beaucoup, ce qui confirme l'idée que Marseille ne se détourne pas totalement de cette question, surtout quand ses érudits mettent en avant des figures d'artistes, d'écrivains et de savants, locaux ou non. Si la ville semble peu s'intéresser au passé politique ou militaire, même à sa propre histoire dans ce domaine, trois thèmes ressortent particulièrement, en lien avec les préoccupations du moment : la médecine et les médecins<sup>62</sup>, l'archéologie, et dans une moindre mesure l'économie, les ingénieurs et les négociants.

Figure 2. Répartition par grands domaines thématiques des publications historiques parues à Marseille entre 1800 et 1870.



Ancrée comme il se doit dans les questionnements contemporains d'une ville en mutation rapide, l'histoire suscite donc un intérêt certain. Cette offre est d'ailleurs non seulement variée, mais croissante, même si cette croissance est assez tardive (fig. 3). Entre 1800 et 1830, le rythme des publications est relativement lent : on en compte en moyenne moins de trois par an, sauf à certains moments comme en 1820, où l'assassinat du duc de Berry et le centenaire de la peste suscitent des publications à caractère biographique ou historique. Cette faiblesse générale se retrouve ailleurs : Patricia Sorel rappelle que jusqu'à la Monarchie de Juillet, l'histoire n'occupe « qu'une place discrète dans la plupart des librairies de province<sup>63</sup> ». Ainsi, dans la Bretagne du premier tiers du siècle, cette discipline n'apparaît que de façon résiduelle dans les commandes des imprimeurs comme dans les catalogues des libraires et des cabinets de lecture<sup>64</sup>. A Marseille, le rythme s'accélère dans la période suivante (4,6 titres par an entre 1831 et 1850), mais c'est sous le Second Empire que le marché du livre d'histoire connaît un véritable emballement (plus de 16 publications par an). Il y a autant de publications dans les années 1850 que dans les trois décennies précédentes, et le règne de Napoléon III représente en fait les deux tiers de l'ensemble des publications historiques marseillaises entre 1800 et

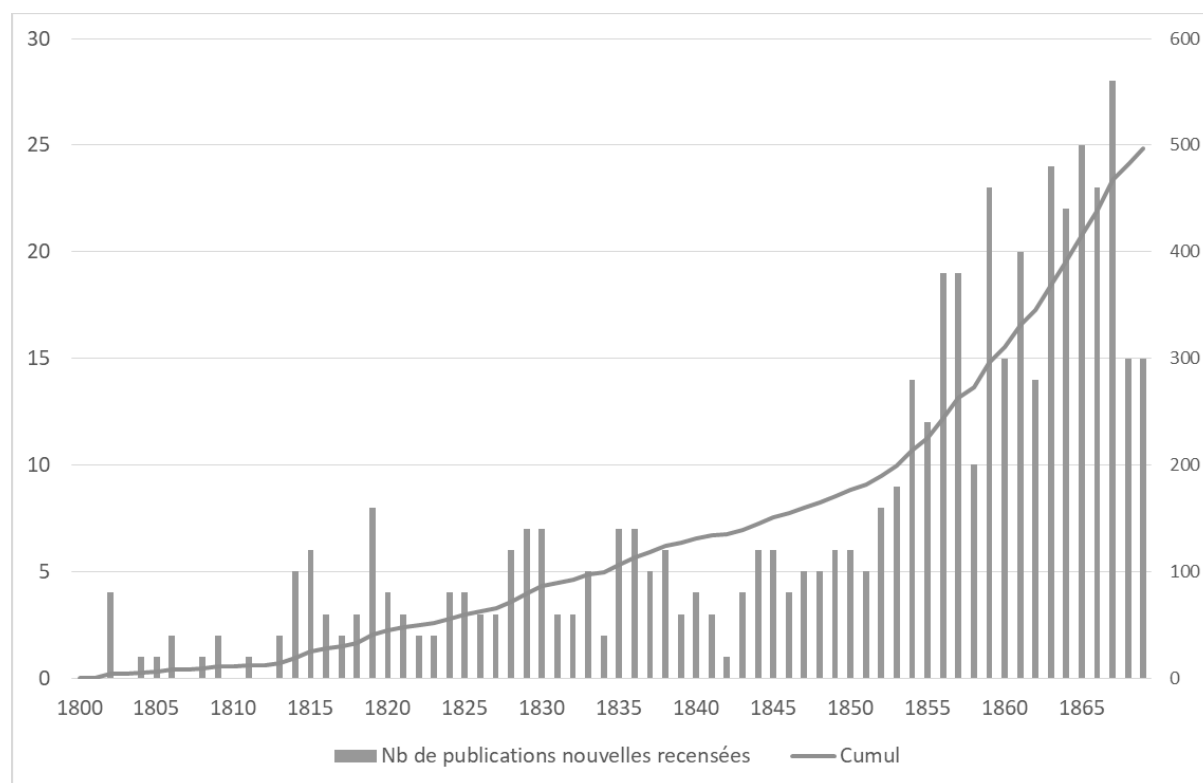
<sup>62</sup> Geslot (J.-C.), « La Provence entre peste et choléra : les épidémies dans la production imprimée à Marseille au XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire et culture au XIX<sup>e</sup> siècle*, mis en ligne le 3 février 2020, URL : <https://hisculture19.hypotheses.org/1320>.

<sup>63</sup> Sorel (P.), *La Révolution du livre et de la presse en Bretagne (1780-1830)*, Rennes, PUR, 2004, p. 205.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 183-211.

1870. Ici encore, Marseille ne semble pas déparer dans le paysage national : à Strasbourg aussi, la discipline occupe à partir des années 1850 une place importante dans les catalogues d'éditeurs<sup>65</sup>.

Figure 3. Évolution du nombre de publications historiques à Marseille, 1800-1870.



Dans la capitale de la Provence, cet essor quantitatif tardif mais net témoigne de ce qui s'apparente sûrement à une banalisation des publications d'histoire. Celles de petit format ont une tendance à la hausse : les pièces de moins de vingt pages représentent 28% de l'ensemble entre 1800 et 1830, mais 39% dans les années 1850-1860. En outre, les tirages baissent de manière significative (tableau 5), et ce bien plus que sur le marché marseillais du livre en général<sup>66</sup> ; entre tirages de plus et moins de 500 exemplaires, la proportion s'inverse, alors que les petits tirages voient leur proportion doubler et que les gros se raréfient. On peut en conclure que sous le Second Empire dominant sur le marché du livre historique marseillais des publications à format réduit et tirées à peu d'exemplaires. On ne peut cependant pas vraiment parler d'une démocratisation de l'imprimé historique<sup>67</sup> : ces chiffres montrent surtout que de plus en plus d'auteurs tiennent à se faire publier et y parviennent, mais que le public de chaque publication reste relativement restreint<sup>68</sup>. Ce marché demeure un marché de niche, ainsi qu'en témoigne également le champ des centres d'intérêt, limité aux questions locales et régionales.

Tableau 5. Évolution des chiffres de tirage des publications historiques à Marseille

<sup>65</sup> Vogler (B.), *Histoire culturelle de l'Alsace du Moyen Âge à nos jours, les très riches heures d'une région frontalière*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 1994, p. 250-252.

<sup>66</sup> Cf. *supra*, tableau 4 et, pour les sources, note 58.

<sup>67</sup> Le nombre très marginal de chiffres fournis par la *Bibliographie de la France* pour les publications du corpus empêche toute analyse en matière de prix.

<sup>68</sup> Il est à noter que 46 publications datant des années 1851-1870, soit 14% de la production historique de cette époque, ont pu être identifiées comme étant issues de l'activité des sociétés ou revues savantes (articles, lectures, mémoires...).



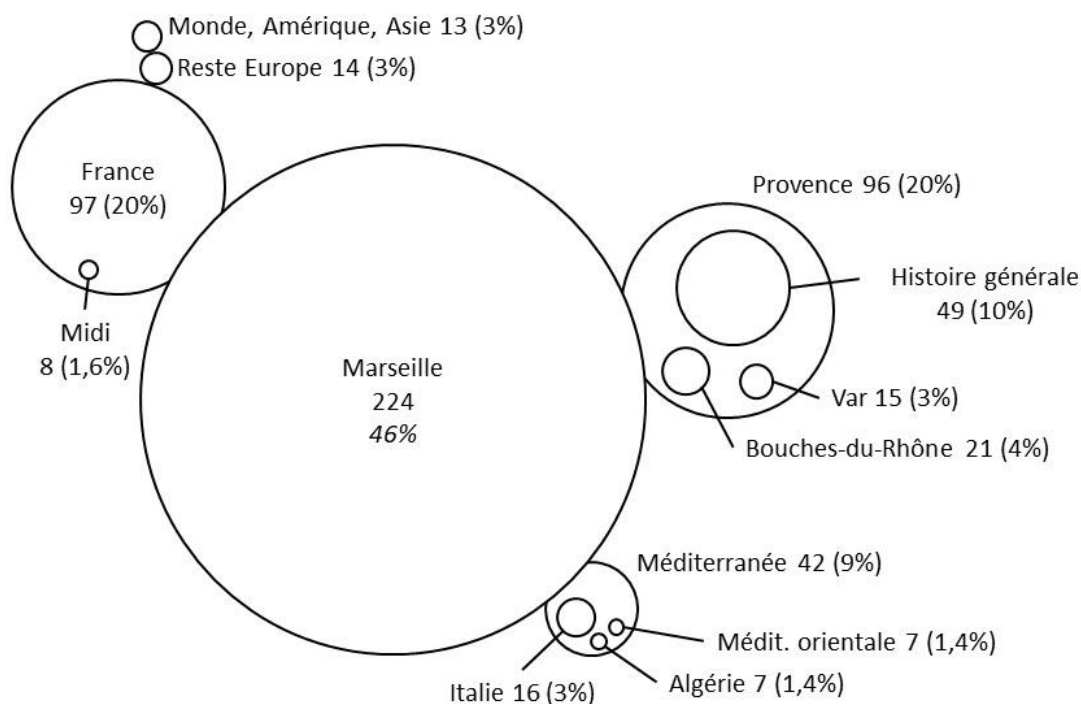
	1820-1824	1863-1867
Nombre de chiffres de tirage déclarés	19	83
Moyenne	763	397
Médiane	1 000	300
Tirages <200	21%	40%
Tirages <500	37%	63%
Tirages >500	63%	37%
Tirages >1000	53%	13%

### *Le règne de l'histoire locale*

L'analyse de l'ensemble des publications montre en effet un ancrage essentiellement local des préoccupations des auteurs et des éditeurs (fig. 4). Près d'une publication d'histoire sur deux parue dans la Cité phocéenne entre 1800 et 1870 concerne spécifiquement le passé de la ville. Si on y ajoute l'aire provençale, ce sont les deux tiers de l'offre qui concernent l'histoire purement locale. Le reste de la France, c'est-à-dire le pays en son entier ou bien certaines de ses régions, ne représente qu'un cinquième de l'ensemble – le Midi y étant fort peu représenté : le Sud-Ouest possède, on l'a vu, ses propres capitales du livre, comme Bordeaux et Toulouse, qui évitent aux historiens de ces régions d'aller chercher à se faire éditer ou imprimer à Marseille. Au-delà des frontières de la France, c'est le Bassin méditerranéen qui intéresse le plus les auteurs marseillais : il concerne près d'une publication sur dix, avec une domination des études sur l'Italie, et encore assez peu de titres sur l'histoire de l'Algérie. Les autres espaces du globe ne sont représentés que de façon ponctuelle.

Figure 4. Les espaces concernés par les publications historiques à Marseille (1800-1870)

*Certaines publications relevant de plusieurs espaces, le total ne fait pas 100%.*





Cette histoire locale, centrée sur Marseille et ses environs, témoigne avant tout des efforts, déjà évoqués, des historiens locaux, pour mieux connaître le passé de leur ville et le valoriser. Si valorisation il y a, elle passe peu par les littérateurs ; on compte seulement huit publications de ce type et, globalement, en tout état de cause, la littérature, qui représentait 17% du total des publications historiques jusqu'au milieu du siècle, n'y participe plus qu'à 5% dans les années 1850-1860. C'est davantage par la science que par la littérature que les Marseillais valorisent le passé de leur ville : la catégorie la plus importante de publications est celle des monographies érudites (37% des ouvrages sur Marseille), incluant tant les histoires générales de la ville (ou de la Provence) que des études plus précises sur des événements, lieux, monuments ou institutions : à côté des 1 771 pages de l'*Histoire de Provence* d'Augustin Fabre (1833), des 1 259 pages de son *Histoire de Marseille* (1829) et des 806 de celle d'Amédée Boudin (1852), fourmillent les brochures et simples notices, souvent extraites des revues savantes<sup>69</sup>. En mettant également en avant certains personnages (on compte 85 notices biographiques « marseillaises », dont 53 concernent des contemporains du XIX<sup>e</sup> siècle), les érudits prennent aussi l'habitude de célébrer les notables de la ville, passés ou récents, ingénieurs, médecins, magistrats, ecclésiastiques, membres surtout des sociétés savantes, ce qui constitue à la fois une forme d'autocélébration sociale et de valorisation de l'histoire de la ville en train de se faire au XIX<sup>e</sup> siècle.

On note également l'émergence, ici comme ailleurs en France, du genre nouveau de la monographie communale. Une dizaine de communes sont concernées par une histoire générale, la première étant Castellane, dans les Basses-Alpes d'alors, en 1836, au moment où le genre prend son essor en France<sup>70</sup> (Hyères avait fait l'objet en 1820 d'un *Essai historique, topographique et médical* d'une forme quelque peu différente). Le genre devient plus répandu, lui aussi, à la fin des années 1850 : après Cassis en 1857, sont ainsi « biographiées » Cotignac (1860), Martigues et Port-de-Bouc ensemble ainsi que Cuges (1862), Draguignan (1864), Bandol (1868). Une *Histoire religieuse de Bargemon* paraît également en 1868. Lorgues et Toulon font aussi l'objet de publications, mais il ne s'agit pas d'histoires communales complètes au sens où l'on va de plus en plus l'entendre. Comme elles, d'autres communes sont l'objet d'études consacrées à des points particuliers, lieux ou événements, comme en témoigne *Un épisode de la Révolution à Saint-Maximin* (Léon Roux, 1863). La Révolution on le voit intéresse particulièrement les historiens locaux : c'est un fait qui se retrouve bien au-delà des monographies communales.

### *L'histoire récente à l'honneur*

L'évolution de l'intérêt pour les différentes périodes historiques montre l'attention particulière portée à l'histoire la plus récente (figure 5)<sup>71</sup>. Dès les années 1800-1830, l'après 1789 représente près de trois publications sur cinq, à une époque où partout en France, l'histoire contemporaine domine le marché du livre d'histoire<sup>72</sup>. Un quatrième quintile est consacré au siècle des Lumières, le cinquième et dernier regroupant l'ensemble des périodes antérieures à 1715. Les choses évoluent sensiblement sous la Monarchie de Juillet. La période contemporaine continue à représenter la moitié des publications, mais on note un intérêt moindre pour la Révolution, comme d'ailleurs pour la période monarchique moderne (la part prise par le XVIII<sup>e</sup> siècle est réduite de moitié),

---

<sup>69</sup> Il n'est pas toujours évident de détecter dans les catalogues des bibliothèques et dans leurs recueils factices celles de ces brochures qui ne sont que de simples tirés-à-part.

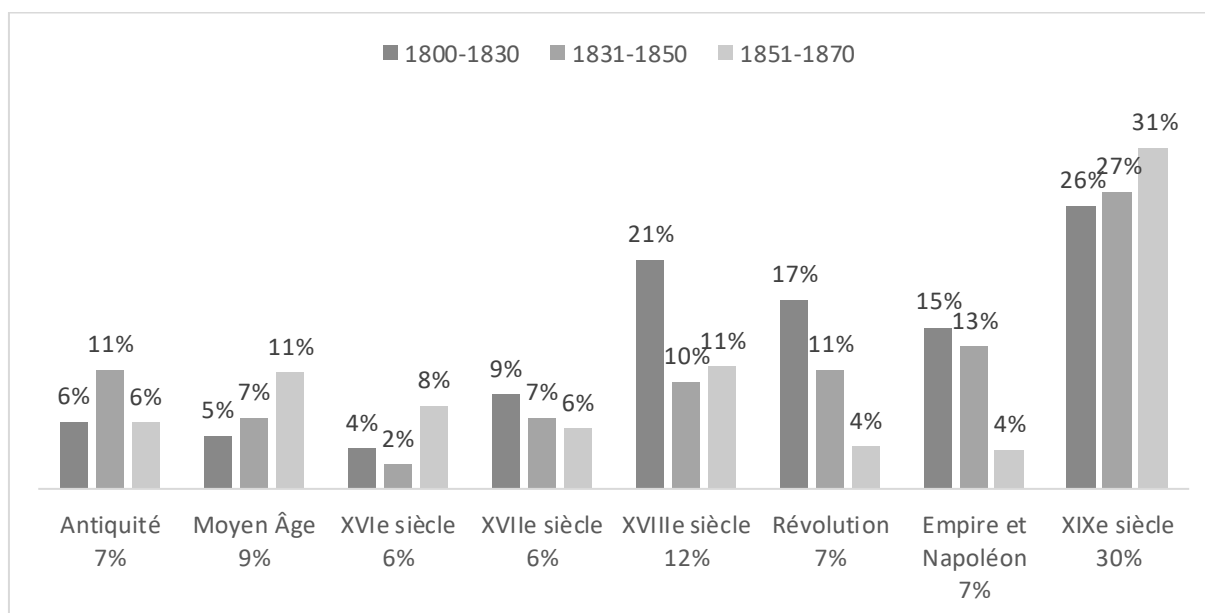
<sup>70</sup> Ploux (F.), *Une mémoire de papier. Les historiens de village et le culte des petites patries rurales (1830-1930)*, Rennes, PUR, 2011, p. 16.

<sup>71</sup> Soit 356 publications. Les autres portent sur un cadre chronologique plus large (« histoires générales » de Marseille ou de la Provence, monographies d'institutions sur un temps long, essais se référant à plusieurs époques...), ce qui tendrait à montrer que c'est moins l'époque traitée que le thème abordé qui intéresse dans ces cas-là l'auteur.

<sup>72</sup> Gaussen, *op. cit.*, p. 70.

mais croissant pour l'Antiquité et le Moyen Âge. Pour cette dernière période, qui bénéficie du mouvement de « résurrection romantique » qui en a perpétué la mode sur tout le siècle<sup>73</sup>, cet élan se confirme sous le Second Empire, puisqu'il représente désormais un dixième des publications, à peu près à égalité avec le XVIII<sup>e</sup> siècle, mais toujours loin derrière la période ultra-contemporaine. Le XVI<sup>e</sup> siècle connaît lui aussi un certain regain d'intérêt, quand celui pour la Révolution et pour l'Empire chute fortement (ce qui correspond, en valeur absolue, à une stagnation très nette du nombre de publications, autour d'une douzaine pour chacune de ces deux époques aux trois périodes définies), alors que cette période marque plutôt une sorte d'apogée du culte napoléonien – mais on sait que « les Marseillais n'avaient jamais eu la fibre bonapartiste<sup>74</sup> », et d'ailleurs Napoléon lui-même ne suscite que sept publications sur la période (dont quatre odes ou poèmes publiés entre 1832 et 1841). Domination de l'histoire « immédiate », déclin de l'intérêt pour la Révolution et l'Empire, goût croissant pour la période médiévale et de la Renaissance : tels sont les grands enseignements de l'évolution des goûts historiques que le marché du livre semble devoir indiquer. Mais il faut noter que derrière ces chiffres relatifs se cachent des publications en nombre relativement restreint.

Figure 5. Évolution, en valeur relative, de l'intérêt pour les grandes périodes dans les publications historiques parues à Marseille entre 1800 et 1870.



Ce marché offre, selon les époques du passé, des types de publications sensiblement différents. Ainsi, l'intérêt pour les XIX<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles est essentiellement biographique (ce genre représente plus de la moitié des publications pour le premier, et les deux tiers pour le second). Beaucoup de publications d'histoire immédiate relèvent davantage de l'essai, ou de la réflexion personnelle, à vocation d'ailleurs politique parfois, ou en tout cas ancrée dans les débats du temps.

La Révolution inspire également des publications particulières. Dans une ville où la sensibilité monarchiste et catholique reste longtemps prégnante, Louis XVI, Marie-Antoinette et leur « martyr » font l'objet de sept publications, dont deux pièces de théâtre, deux éditions de texte et une *Oraison funèbre* par un ancien émigré. Quatre de ces publications datent de l'époque de la Restauration, qui voit aussi la parution d'un *Abrégé de l'histoire de S.M. Louis XVIII* tombant à point nommé, en 1815. Les révolutionnaires eux-mêmes sont quasiment absents du corpus : Mirabeau, La Fayette, Carrier et

<sup>73</sup> Amalvi (C.), *Le Goût du Moyen Âge*, p. 19 sq. ; Mélonio (F.), *Naissance et affirmation d'une culture nationale. La France de 1815 à 1880*, Paris, Seuil, 2001, p. 122-125.

<sup>74</sup> Guiral (P.), « Marseille », in Tulard (J.) dir., *Dictionnaire du Second Empire*, Paris, Fayard, 1995, p. 789.

Robespierre sont les seuls à inspirer des publications (une seule à chaque fois). Huit autres ouvrages sont des histoires générales de la Révolution (parfois poussée jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle), en France, à Marseille ou en Provence. Leur propos peut rester extrêmement polémique ou relever d'une approche plus érudite. Dans l'ensemble donc, l'œuvre de mémoire, notamment contre-révolutionnaire, le dispute dans cet ensemble à la tentative d'appropriation historique des événements – comme c'est le cas à partir de la Restauration dans les ouvrages consacrés en France à la Révolution<sup>75</sup>.

Concernant le XVIII<sup>e</sup> siècle, on compte une quinzaine de publications consacrées à l'autre grand épisode traumatique de l'histoire de la ville, la grande épidémie de peste de 1720-1721. La Renaissance, elle, est surtout appréhendée par le biais d'œuvres littéraires et d'éditions de sources. À l'inverse, le « goût du Moyen Âge » se manifeste peu par la littérature (les romans historiques médiévalistes, même s'ils prennent pour cadre la Provence, sont principalement édités à Paris) ou par la biographie (même le roi René, figure marquante de l'histoire médiévale de Marseille, n'a droit qu'à un seul ouvrage) : c'est par les monographies érudites surtout que se voit le tropisme médiéval (on en compte sept sur l'abbaye de Saint-Victor), ainsi que par la publication de sources et d'outils de travail (notamment sur les documents conservés aux Archives départementales). Alors que 35 des 45 publications portant sur le Moyen Âge ont pour cadre Marseille ou la Provence, celles sur l'Antiquité sont moins ancrées dans l'histoire locale : elles concernent, pour moitié, d'autres régions de Méditerranée.

\*\*\*

Les années 1800-1870 marquent ainsi le lent essor d'un marché des publications à caractère historique à Marseille, marché encore peu développé dans la première moitié du siècle, mais qui prend véritablement forme à partir des années 1850. La décennie suivante marque un basculement assez rapide. Alors que les grands travaux sont l'occasion de fouilles archéologiques et d'une politique symbolique mettant en avant le passé de la ville, et que le mouvement du Félibrige prend son essor, les érudits, depuis longtemps à l'offensive contre l'image d'une ville sans histoire, plaident résolument pour la redécouverte de ce passé, à coups de livres et de brochures de plus en plus nombreux. Dans le même temps, les reconstitutions organisées à l'occasion des fêtes de charité contribuent à le populariser. L'histoire locale, depuis longtemps à l'honneur à Marseille, se cristallise autour de formes nouvelles, comme la monographie communale, tandis que les centres d'intérêt se renouvellent. Les initiatives en matière de lecture publique et l'achèvement du processus d'alphabétisation modifient également les conditions de la demande, à laquelle une nouvelle génération d'hommes du livre va pouvoir venir donner satisfaction. Alors que les grands imprimeurs et libraires en activité parfois depuis la fin de la Restauration disparaissent ou passent la main (Chauffard en 1860, Demonchy en 1867, la veuve Olive en 1868, Jules Barile en 1874...), des hommes nouveaux s'installent, qui vont marquer l'édition marseillaise à l'époque de la libéralisation de l'imprimé, et jusqu'à la Belle Époque : Joseph Chauffard en 1860, Victor Boy (fils) en 1864, Toussaint Samat en 1865, Marius Olive (fils) et Joseph Doucet en 1868<sup>76</sup>... Les années 1800-1870, entre le premier et le dernier des Bonaparte, constituent ainsi une sorte de transition entre un ancien régime éditorial qui perdure jusqu'aux années 1830 et l'entrée dans l'ère industrielle qui prépare la culture de masse du dernier tiers du siècle. Le marché des publications historiques aura sa part à jouer dans ce mouvement de démocratisation.

---

<sup>75</sup> De Francesco (A.), *La Guerre de deux cents ans. Une histoire des histoires de la Révolution française*, Paris, Perrin, 2018, p. 73-74.

<sup>76</sup> Geslot, *Dictionnaire...*, *op. cit.*

## **Résumé**

Marseille eut longtemps la mauvaise réputation d'une ville fâchée avec son passé, dont elle ne conservait que peu de traces, comme d'ailleurs avec le goût de la culture et de la lecture. Soucieux de revenir sur ce double lieu commun, cet article souhaite montrer que la ville fut au contraire, comme d'autres cités provinciales, le lieu d'émergence, au XIX<sup>e</sup> siècle, d'un marché des publications à caractère historique. En revenant sur la relation de la population marseillaise à l'histoire, il décrit également les structures éditoriales dont disposait la Cité phocéenne, pour mieux montrer les bases, le rythme et les modalités du développement d'une offre éditoriale en matière d'histoire. Celle-ci, essentiellement consacrée au passé local et régional traité par un nombre croissant de publications variées, permet de rendre hommage à l'histoire de Marseille, notamment la plus récente, et de satisfaire une demande croissante, qui montre que l'évolution de la ville ne dépare pas nécessairement du reste du territoire.

## **Auteur**

Jean-Charles Geslot est maître de conférences en Histoire contemporaine à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines/Université de Paris-Saclay, et membre du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines. Spécialiste d'histoire du livre et de la lecture au XIX<sup>e</sup> siècle, il a coordonné le *Dictionnaire des éditeurs français du XIX<sup>e</sup> siècle*. Ses travaux portent également sur l'historiographie, et notamment sur l'édition historique, sa diffusion et sa réception.